

Saran, le 18 septembre 2026

Ce 15 septembre 2026 restera la date où la prise de la détention par la voyoucratie aura franchi un palier catastrophique au CPOS.

Lors du mouvement retour promenade sur la bâtiment MAH2, un gradé et une surveillante ont été submergés par une vague d'une vingtaine de nos pensionnaires qui ont forcé le passage pour pourchasser au sein du RDC du bâtiment un énergumène qui était sorti de la promenade en courant quelques secondes auparavant. En peu d'instants, le RDC du bâtiment MAH2 a été envahi par des détenus dont certains étaient en short et/ou torse nu.

Dans leur furie, ils ont bousculé le gradé et la collègue. L'un d'entre eux a même jeté le portique de détection sur le gradé. Le salut du pensionnaire pourchassé a été de se réfugier dans les toilettes du personnel dont la porte était ouverte. Et par chance, cette porte n'a pas été ouverte par ses chasseurs lors de leur traque.

Cet événement suscite en nous une désolation profonde. **Elle est l'illustration de la perte continue de la détention au CPOS au profit de la toute-puissance de la voyoucratie. Elle est l'image du désœuvrement de la hiérarchie en matière d'autorité face à la population pénale.**

Il est clair que les surveillants sont rendus impuissants et désabusés lorsque les auxis fixent les règles ; qu'ils décident de leurs horaires ; qu'ils parlent n'importe comment aux personnels. Les surveillants sont rendus impuissants lorsque leurs écrits professionnels ne produisent aucun effet. Les personnels sont rendus impuissants lorsque les pensionnaires bénéficient d'audiences sauvages lors des mouvements sans recadrage. Tout cela saupoudré des carences quotidiennes en effectif. **L'AUTORITE DOIT ETRE DETENUE PAR LES SURVEILLANTS.**

L'action première d'une hiérarchie, d'une direction en faveur de la santé, de la sécurité des personnels c'est de s'assurer qu'ils ne soient pas rendus comme un chewing-gum sous la chaussure, qu'ils exercent leur métier dans les conditions de sécurité les plus optimales. Faillir à ce principe c'est livrer la détention aux mains des détenus. Et nous sommes proches de ne plus pouvoir la récupérer au CPOS !

L'UFAP UNSa Justice du CPOS n'a qu'un message à transmettre à la direction désœuvrée du CPOS : RÉAGISSEZ ! RETABLISSEZ L'ORDRE ! LES PERSONNELS DOIVENT TRAVAILLER EN SECURITE !

L'UFAP UNSa Justice du CPOS salue l'officier adjointe du bâtiment, ainsi que le gradé et la surveillante présents dans la gestion de ce mouvement collectif. Leur gestion de cette situation avec calme et sang-froid MERITE une distinction particulière.

Ali KERMICHE
Joseph PITA MUKUNA